

## DISSENTING OPINIONS

IN THE MATTER OF the Reports by the Sub-Committee of the Standing Committee on External Affairs and National Defence on Canada's Relations with Latin America and the Caribbean. The Reports are: The Sixth Report and the Committee's Thirteenth Report to the House, Canada's Relations with South America.

The Seventh Report and the Committee's Fourteenth Report to the House, Final Report: New Directions for Canadian Foreign Policy.

- A -

The Members of the Committee who have dissented from the recommendation that Canada become a full member of the O.A.S., do so on the following grounds:

We strongly support the general theme of the report that the basic objective of Canadian policy in Latin America should be to promote stability in the region. We also fully affirm our belief that Canada's policies in human rights, trade, and aid can make an effective and important contribution to the search for stability.

Where we disagree is in the judgement that the best way to achieve these objectives is through full membership in the O.A.S. It has been pointed out that participation in the specialized agencies of the O.A.S. is already open to Canada. What precisely, then, are the benefits to be obtained through full membership?

In our view, the O.A.S. has ceased to have much, if any, role in the decisions that will affect the future of this hemisphere; this was more recently evidenced at the time of the Malvinas-Falkland crisis. The recommendation to join the O.A.S. is based on the speculative comment about the possibility of reviving that institution. We do not believe that Canada's entry alone can bring about this revival.

Moreover, the majority recommendation fails to recognize that a number of important Latin American States have indicated little interest in the O.A.S. or its revival. They have expressed an interest in strengthening their relationship with one another, and also with other parts of the world. These States do not wish, however, to be identified solely as regional powers. Their rapid industrialization leads them to seek closer relations with, even to become part of, the industrialized world, rather than accept the constraints of a regional organization. By joining the O.A.S., Canada's activities would be shaped and directed by old structures rather than by new directions.

Therefore, we conclude that an enhanced Canadian presence in Latin America—and we repeat our strong support for that objective—will best be achieved through strengthening of bilateral ties with Latin American States. This will provide the flexibility that both we and these countries are seeking. In this way, Canada will best be able to respond to the changing needs and aspirations of these societies, which is surely an essential

## OPINIONS DISSIDENTES

AU SUJET DES rapports du Sous-comité du Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale chargé d'étudier les relations du Canada avec l'Amérique latine et les Antilles. Ces rapports sont les suivants: Sixième rapport du Sous-comité et treizième rapport du Comité à la Chambre, intitulé Les relations du Canada avec l'Amérique du Sud.

Septième rapport du Sous-comité et quatorzième rapport du Comité à la Chambre, intitulé Rapport final: Nouvelles orientations de la politique étrangère du Canada.

- A -

Les membres du Comité qui s'opposent à la recommandation voulant que le Canada devienne membre à part entière de l'OEA invoquent les raisons suivantes:

Nous sommes tout à fait d'accord avec le thème général du rapport, à savoir que la promotion de la stabilité en Amérique latine doit être l'objectif fondamental de la politique canadienne dans cette région. Nous sommes également convaincus que les politiques canadiennes en matière de droits de la personne, de commerce et d'aide peuvent jouer un rôle important dans cette recherche de la stabilité.

Cependant, nous ne croyons pas que la meilleure façon d'atteindre cet objectif consiste à devenir membre à part entière de l'OEA. On a déjà signalé que le Canada peut participer aux travaux des organismes spécialisés de l'OEA. Quel avantage le Canada aurait-il par conséquent à devenir membre à part entière de l'Organisation?

A notre avis, l'OEA a cessé d'avoir beaucoup de poids, si même il lui en reste, dans les décisions qui influenceront sur l'avenir de notre hémisphère. Cet amoindrissement de son influence est ressorti récemment lors de la crise des îles Malouines—Falkland. La recommandation voulant que le Canada devienne membre de l'OEA repose sur des spéculations au sujet de la possibilité de réanimer cette organisation. Nous ne pensons pas que l'entrée du Canada puisse à elle seule entraîner cette renaissance.

De plus, la recommandation appuyée par la majorité ne tient pas compte du fait qu'un certain nombre d'États importants d'Amérique latine s'intéressent fort peu à l'OEA ou à son renouveau. Ces États sont effectivement soucieux de renforcer leurs relations les uns avec les autres, ainsi qu'avec d'autres parties du monde. Néanmoins, ils ne souhaitent pas être perçus uniquement comme des puissances régionales. Leur industrialisation rapide les a amenés à tenter d'établir des relations plus étroites avec le monde industrialisé, et même de s'y intégrer, plutôt qu'à accepter les contraintes d'une organisation régionale. Si le Canada se joint à l'OEA, ses activités seront modelées et dirigées par des structures anciennes et non par de nouvelles orientations.

Par conséquent, nous concluons que la façon la plus efficace de consolider la présence canadienne en Amérique latine—et nous réaffirmons notre appui à cet objectif—consiste à renforcer les liens bilatéraux avec les États d'Amérique latine. Cette façon de procéder permet la souplesse que recherchent à la fois le Canada et ces pays. De cette manière, le Canada sera mieux en mesure de répondre à l'évolution des besoins et des aspirations de ces sociétés, ce qui constitue sûrement une